



Le dimanche 16 août 2015

Irak: appel à limoger les ministres corrompus

Le 10 août 2015- Le chef du Parlement irakien Salim al-Joubouri a appelé au limogeage des ministres coupables de négligence et de corruption, à la veille de l'examen par les députés de réformes destinées à apaiser la colère des Irakiens excédés par la mauvaise gestion du pays.

Lasse des violences et de la mauvaise gouvernance, la population irakienne est descendue dans les rues ces dernières semaines pour réclamer des changements.

Après l'approbation dimanche par le gouvernement d'un ambitieux plan de réformes proposé, sous la pression de la rue, par le Premier ministre Haider al-Abadi, le Parlement est appelé à débattre mardi, avant de le voter à une date non précisée.



Visant à réformer en profondeur le fonctionnement de l'Etat, le plan prévoit la suppression de postes importants, la réduction du train de vie des fonctionnaires et l'amélioration des services publics dans un pays miné par ailleurs par les dissensions confessionnelles et les violences jihadistes.

"Nous appelons le Premier ministre à démettre de leur fonction les ministres qui sont clairement coupables de manquements, de négligence et de corruption", a indiqué M. Joubouri en rencontrant les partis politiques à Bagdad.

M. Joubouri n'a pas cité de noms, mais un responsable parlementaire a indiqué que ceux des ministres en charge de l'Electricité et des Ressources hydrauliques avaient été mentionnés, alors que les coupures d'électricité sont fréquentes dans un pays où les températures dépassent les 50° Celsius l'été.

Il a demandé aux blocs parlementaires d'approuver les réformes, en soulignant que des mesures complémentaires au plan Abadi étaient nécessaires et seraient discutées mardi.

Ces réformes sont destinées à répondre au mécontentement de la population qui manifeste depuis plusieurs semaines dans Bagdad et le sud du pays pour protester contre la corruption généralisée de la classe politique et la mauvaise gouvernance.

L'ayatollah Ali al-Sistani, la plus haute autorité chiite d'Irak, a lui aussi poussé le Premier ministre à "être plus courageux et plus audacieux" dans la lutte contre la corruption qui gangrène le système politique.

La plus drastique des réformes est la suppression "immédiate" des postes des trois vice-Premier ministres et trois vice-présidents, dont Nouri al-Maliki, prédécesseur de M. Abadi et son principal rival. M. Maliki, dont les huit années au pouvoir ont été entachées d'accusations de corruption, d'autoritarisme et d'aliénation de la minorité sunnite, a toutefois apporté son soutien "à ces réformes nécessaires". *AFP*

Camp Liberty : Le blocus s'intensifie contre les résidents



DERNIERES NOUVELLES D'ACHRAF



Le 10 août 2015- Pour la quatrième journée consécutive, les forces irakiennes ont empêché l'entrée de produits de première nécessité et de matériel pour l'entretien du camp Liberty.

Les 4, 6 et 9 août, les autorités avaient déjà bloqué l'entrée de ces produits, et malgré les multiples appels aux représentants des Nations-Unies (MANUI), les interdictions n'ont pas été levées.

Au nombre de ces produits achetés par des habitants ont été trouvés des mouchoirs en papier, des cahiers de note, des stylos, du papier à écrire, des tissus et des vêtements pour femmes, des nappes en plastique, des bonbonnes d'insecticides, des pièces détachées pour bicyclette, des pièces détachées pour véhicules de service, des batteries pour groupe électrogène, des pièces de rechange pour climatiseurs et réfrigérateurs, des pompes à eau, des pièces électriques comme des câbles et des prises etc.

L'interdiction d'entrée de ces articles nécessaires aux habitants n'est qu'un volet du blocus inhumain imposé depuis quatre ans par Fallah Fayadh, un agent affilié au régime iranien. Elle constitue une violation flagrante des normes humanitaires et des conventions internationales et relève de poursuites en justice.

Camp Liberty : Juristes arabes se mobilisent contre le siège aggravé

Le 15 août 2015- Dans un communiqué au nom de l'Association d'avocats égyptiens en défense des résidents du camp Liberty, (faisant partie du Comité arabe des juristes en défense des résidents du camp Liberty qui rassemble quelques 9000 avocats et juristes de treize pays arabes), les juristes ont condamné l'accentuation du siège contre le camp Liberty sur ordres du conseiller à la sécurité nationale irakienne Faleh Fayaz privant, depuis deux semaines, les habitants du camp de leurs besoins journaliers comme du carburant et de l'alimentation.

« Les groupes électrogènes du camp sont très usés et ont besoin de réparations qui nécessitent l'obtention des pièces détachées, gardées à l'entrée du camp par les forces armées irakiennes. Cet acte menace de mettre hors état de fonctionnement davantage des groupes électrogènes, privant le camp de l'électricité nécessaire pour la climatisation vu la grande chaleur, » écrivent les juristes.

« Rester les bras croisés devant ces crimes est un crime contre les résidents, l'ONU et les Etats-Unis n'ont rien fait malgré leur engagement à protéger les résidents et à leur garantir un séjour digne après leur transfert du camp Achraf au camp Liberty, » ajoutent les avocats.